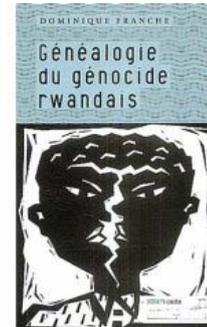


AFRIQUE : « GUERRES ETHNIQUES » DANS L'INDIFFÉRENCE

A partir de l'exemple rwandais, analyse de
Dominique Franche

Généalogie du génocide rwandais
Editions Tribord, 2004, 109 p.



Chapitre de conclusion : «*Guerres ethniques*» et *indifférence*, pp90-100

Dix ans après le génocide, son onde de choc continue à bouleverser les pays des Grands Lacs. Le Burundi n'a pas retrouvé la paix civile, tandis que les massacres racistes ravagent l'est de l'ex-Zaïre, et que les anciens alliés ougandais et rwandais menacent de se faire la guerre. Le discours raciste anti-hamite s'est encore répandu, cette fois bien au-delà de la région interlacustre. Si l'on veut entrer dans un bar de Kinshasa, de Yaoundé, voire de Bruxelles, il ne fait pas bon ressembler au stéréotype du «Hamite». Plus grave encore, le Rwanda semble être devenu une sorte de modèle pour des politiciens avides de pouvoir, qui manipulent l'ethnicité à des fins criminelles, comme on peut le voir en Côte-d'Ivoire.

Et nos médias, nos hommes politiques, nos «intellectuels» jettent de l'huile sur le feu dit «ethniste» en persistant à parler de «guerres ethniques» à tort et à travers. Pourquoi cette persévérance dans l'erreur ?

L'ETHNIE, MASQUE DU RACISME

Il faut du temps pour se déprendre d'un discours dominant, martelé d'un vulgarisateur à l'autre, il faut du temps pour faire passer auprès du public le fruit de longues recherches peu accessibles. Malheureusement, pareille rupture ne se produit, trop souvent, qu'après un événement dramatique: la découverte des camps d'extermination a permis de disqualifier le racisme de l'anthropologie physique en Europe, sans pour autant parvenir à l'éradiquer. Encore a-t-il fallu des années pour que l'on prenne la mesure de l'événement.

Le drame rwandais et burundais devrait nous mettre en garde contre ce même racisme appliqué à l'Afrique, Il a fallu de la théorie pour que soit perpétré le génocide à la machette, et cette théorie venait d'Europe. Il suffit pourtant d'ouvrir un bon dictionnaire de la langue française pour comprendre que le mot «ethnie» ne s'applique pas aux Hutu et Tutsi, puisque rien ne les différenciait sur le plan de la langue, de la culture, de la religion ou du territoire. Certes, l'incompétence des experts-sauterelles qui s'abattent sur les plateaux télévisés à chaque catastrophe est en général proportionnelle à leur arrogance. Certes, la plupart des journalistes, hommes politiques et diplomates se montrent incapables de trouver de bons instruments d'information - y compris un simple dictionnaire de qualité -, faute d'avoir appris à apprendre, et par absence d'esprit critique. Certes, le manque de rigueur de certains universitaires est effarant. Mais déplorer l'ignorance avérée de ceux qui s'obstinent à parler d'«ethnies» au Rwanda ne suffit pas à expliquer pourquoi des gens venus d'horizons très divers emploient encore cette expression fautive.

On peut penser que cela provient de la difficulté rencontrée pour décrire la réalité sociale du Rwanda et du Burundi. De plus, puisque l'on parle souvent d'«ethnisme» à propos de l'antagonisme qui oppose Tutsi et Hutu, on comprend que la facilité et la logique élémentaire poussent à parler d'ethnies, d'autant que les propagandistes du «*Hutu power*» continuent à

diffuser le mot. Voilà précisément la raison pour laquelle il faut parler de racisme. Car c'est bien le racisme qui ravage ces régions. C'est bien l'idée de race que les politiciens criminels ont en tête quand ils appellent au massacre ou quand ils pratiquent la discrimination. Et c'est bien l'idée de race qui plane lorsqu'un contradicteur objecte: «Mais enfin, les Tutsi et les Hutu, on les reconnaît!». De fait, on distingue *certaines d'entre eux* à des caractéristiques physiques, je l'ai dit, avec de forts risques d'erreur.

Or, une ethnie se définit par des traits purement culturels, alors que les traits somatiques renvoient à la vieille raciologie, que l'on pouvait espérer disqualifiée après Auschwitz. Il n'en va pas de même dans d'autres langues, comme en anglais, particulièrement aux Etats-Unis : là, de la manière la plus officielle, l'«*ethnic group*» se reconnaît à des caractères culturels et, souvent, «raciaux», car la société américaine continue à raisonner en ces termes, hélas. Mais l'usage courant du mot est-il vraiment différent en français, hors du discours de quelques savants rigoureux? Non. Alors que «races» est banni du discours officiel, «ethnies» a permis de le remplacer d'une façon pernicieuse à propos des sociétés exotiques ou de nos immigrés de couleur. Les «ethnies» sont trop souvent le masque politiquement correct des races.

La notion d'ethnie, concept fondateur de l'ethnologie, que celle-ci n'utilise d'ailleurs plus guère, a été entachée dès sa naissance par cette ambiguïté. Certes, lorsqu'elle fut forgée en 1896 par le théoricien raciste Vacher de Lapouge, puis par le linguiste Saussure, et lorsque le Dr Regnault proposa à la Société d'Anthropologie de Paris de l'employer, c'était précisément pour disposer d'un terme permettant de différencier certains groupes humains unis par la langue, la culture ou la religion, et non pas par l'anatomie. Dans l'esprit des chercheurs, «ethnie» s'opposait donc à «race». Mais, véritable cas d'école de manque de rigueur épistémologique, c'était négliger le fait que l'adjectif «ethnique», lui, existait déjà et signifiait «racial» à l'époque. Rien d'étonnant à ce que le biologiste antisémite George Montandon, directeur de l'Institut d'Etudes des Questions juives et ethnoraciales de Paris en 1943-1944, ait repris et diffusé dans ses écrits un sens fortement raciste, demeuré courant dans l'opinion lorsque l'on parle d'ethnie.

Il y a plus. L'adjectif «ethnique», qui vient du vocabulaire ecclésiastique, signifiait aussi «païen», par opposition à «chrétien», en français comme dans d'autres langues. Et, chez les Grecs, les *ethné* s'opposaient à la polis, à la Cité. «Ethnie» suppose ainsi son contraire: le groupe qui détient la vérité, celle de l'Eglise ou celle de la Cité. Aux Etats-Unis, les expressions «*ethnicgroup*» et «*ethnicity*» sont appliquées aux minorités d'origine non anglo-saxonne et/ou non protestante (Irlandais, Indiens, Noirs, etc.), pas à la communauté «*White Anglo-Saxon Protestant*» qui détient le pouvoir: seuls les dominés ont une ethnicité, parfois revendiquée aujourd'hui pour résister à la domination WASP.

De même, chez les scientifiques européens, «ethnie» a longtemps été réservé aux peuples sans écriture, aux «primitifs» qu'étudiait l'ethnologie coloniale. Les «ethnies» étaient les populations dont on jugeait qu'elles n'avaient pas atteint un niveau de civilisation suffisant pour être comptées parmi les «nations», vocable réservé aux peuples des races dites «supérieures». Directement ou indirectement, les idées racistes sont associées au mot «ethnie». L'ethnie, c'est l'autre, le sous-développé, l'inférieur: nous avons fait des guerres, ils font des guerres ethniques, car ces gens-là ne sont pas comme nous.

RACISME RAMPANT ET BONNE CONSCIENCE

Hutu et Tutsi ne sont pas des ethnies. Mais le discours qui parle de «guerre ethnique» au Rwanda et au Burundi remplit des fonctions sociales importantes, qui permettent de comprendre pourquoi il perdure. D'une part, il offre le mérite d'une apparente simplicité: on croit concevoir aisément le ressort d'une guerre «ethnique», alors que rendre compte de ce qui s'est réellement produit au Rwanda s'avère bien plus difficile. Plus exactement, on réduit le conflit à la prétendue ancestrale haine ethnique, ce qui est une manière de dire que nous ne pouvons pas en comprendre les raisons, puisque nous, les civilisés, ne raisonnons pas en ces termes. Les solutions qu'il faudrait apporter apparaissent trop compliquées pour nous parce qu'elles ressortissent nécessairement à une autre logique que la nôtre: nous ne pouvons pas comprendre une guerre ethnique, donc nous ne pouvons pas secourir ces populations. C'est à

elles-mêmes qu'il revient de résoudre leurs problèmes incompréhensibles. Bonne excuse pour se croiser les bras.

Ce discours réducteur permet aussi de nous rassurer sur notre propre société. À partir du moment où l'on parle de guerre «ethnique», que ce soit à propos du Rwanda ou de la Yougoslavie, on se place dans le cadre d'une altérité essentielle: la sauvagerie de ces conflits paraît ainsi réservée à des populations primitives, tandis que nous, «nations» civilisées, aurions dépassé ce stade depuis longtemps. L'idée que pareilles atrocités seraient impossibles chez nous, parce qu'elles sont le propre de sociétés d'un autre type, nous rend le sommeil plus facile. Et pourtant, l'expression «guerre ethnique» s'appliquerait certainement davantage au conflit franco-allemand de 1914 qu'à la guerre civile rwandaise...

Au demeurant, s'il est incontestable qu'existent des ethnies, au sens propre, en Afrique comme ailleurs, il est permis de douter que se produisent des guerres méritant d'être qualifiées d'«ethniques». Chaque fois que l'on analyse le déclenchement d'une telle guerre, on observe les mêmes phénomènes: rappels d'un passé mythique, cristallisation identitaire à partir de pratiques et de discours politiques véhiculant la peur, détournement du sens de certains mots, construction d'un bouc émissaire permettant de détourner l'attention d'autres problèmes, recrutement de milices ou de troupes endoctrinées, provocations, utilisation d'événements servant à déclencher les tueries présentées comme des représailles. Et ce sont toujours des politiciens, des officiers supérieurs et des intellectuels avides de pouvoir qui se trouvent à l'origine de ces conflits, et non pas des ethnies. Le fait ethnique est manipulé et instrumentalisé pour dissimuler des enjeux de pouvoir, au sens large. Dès lors, parler de guerres ethniques revient à jouer le jeu des criminels. Ce sont des guerres politiques.

Mais lorsque nos pays sont impliqués dans les enjeux de pareils conflits, «l'explication» par la guerre ethnique est bien commode, par exemple pour faire oublier les responsabilités de la France, des Etats-Unis et d'autres puissances dans le génocide rwandais. Et puis, c'est si loin l'Afrique. Physique ou culturel, l'éloignement ne facilite pas les prises de conscience. Cela vaut pour tous les pays. L'opinion s'émeut moins malaisément devant les atrocités commises en Bosnie que lorsqu'elles le sont au Timor oriental ou au Congo. Toutefois, la distance ne suffit pas à rendre compte de l'évident manque de curiosité dès lors que sont évoqués des sujets relatifs à l'Afrique.

Je n'aurai pas la cruauté d'énumérer les bêtises abyssales des «intellectuels» à propos des Africains. Du moins l'exotisme, qui les voit comme primitifs, sauvages ou simplement autres, respecte-t-il parfois leur différence. A l'opposé, aussi généreuses soient-elles, les idéologies universalistes fondées sur l'idée de progrès voudraient les rendre identiques à nous, et, constatant qu'ils ne le sont pas et ne veulent pas le devenir, les rejettent dans l'altérité radicale des arriérés réfractaires à toute évolution. Le pluralisme culturel se trouve ainsi nié, comme dans la notion de pays sous-développés, qui suppose un modèle unique, le nôtre.

Nous paraissions cataloguer les Africains dans une autre espèce, celle des soumis qui n'auraient même pas résisté à la colonisation et qui retourneraient à la sauvagerie de leurs traditionnelles guerres tribales. L'incompréhension de la différence débouche sur l'indifférence et sur le racisme rampant, qui a de beaux jours devant lui. Exemples: cette spécialiste de la mémoire de la Shoah disant en public que le génocide rwandais la laissait indifférente, ou cette autre chercheuse m'expliquant que les massacres étaient plus fréquents et moins traumatisants en Afrique à cause d'un rapport différent à la mort. L'ignorance n'excuse pas la bêtise. La négation de l'autre, fondement du colonialisme, persiste chez les bien-pensants, qui n'ont même pas l'honnêteté de l'assumer.

Aujourd'hui, quand le continent noir apparaît sur les écrans ou dans les journaux, c'est presque toujours à l'occasion d'un événement négatif. Encore une «guerre tribale». Encore un dictateur corrompu remplacé par un autre dictateur corrompu. Encore une famine ou quelque autre calamité «naturelle». L'Afrique noire semble toujours mal partie, promise à d'éternels malheurs. Et cela par sa faute, suggèrent les médias qui parlent de la corruption et de l'incapacité des élites africaines plus souvent que du poids de la dette, des plans d'ajustement structurel ou du pillage des ressources par nos multinationales. Depuis leur médiatisation pendant la guerre du Biafra, les ventres gonflés des enfants affamés, aussi télégéniques soient-ils, ont fini par lasser la ménagère de moins de cinquante ans et les autres, à supposer qu'ils se

soient un jour sentis concernés. «L'Afrique, c'est trop triste», m'a dit une productrice de radio pour s'excuser du peu d'émissions qu'elle pouvait lui consacrer.

Triste, l'Afrique ? Parce que l'on ne nous en montre jamais les temps heureux, parce que l'on ne nous raconte jamais la prodigieuse capacité d'adaptation de ses habitants. Elle demeure au coeur des ténèbres, celles de notre ignorance. Absente de notre enseignement, l'Afrique au sud du Sahara est toujours présentée comme le continent sans. Sans monuments, sans écriture, donc sans histoire. Sans innovations scientifiques, sans industries de pointe, sans nations, sans démocratie... Mais avec guerres tribales, cannibales, animaux photogéniques et femmes faciles pour touristes ou militaires ennuyés.

Indépendants depuis quarante ans, «les Noirs» n'ont qu'à résoudre leurs problèmes. Contentons-nous d'engranger les bénéfiques, sans plus laisser de contrepartie minimale: le nombre de nos coopérants a fondu, et nos ventes d'armes rapportent davantage que ne coûte l'«aide au développement». Pourquoi persistons-nous dans notre indifférence ? Pourquoi refusons-nous de demander des comptes à nos gouvernements quand ils sont impliqués dans un événement aussi grave que le génocide rwandais ? La longue crise économique, puis la prétendue mort des idéologies - c'est-à-dire le triomphe de l'une d'entre elles - ont certes entraîné un repli néfaste au militantisme. Le tiers-mondisme a disparu avant même le bloc communiste. Encore ses tenants s'intéressaient-ils plus souvent à une vision globale ou à des régimes politiquement très marqués et jugés exemplaires. Si l'Afrique avait eu son Fidel Castro, sa révolution culturelle ou ses khmers rouges, nul doute que des intellectuels se seraient enthousiasmés pour eux.

L'imaginaire concernant «les Noirs», descendance de Cham condamnée par Noé à l'esclavage, stigmatisés par une couleur symbole d'impureté et de diablerie, demeure imprégné de l'exégèse biblique et des pratiques esclavagistes puis coloniales, une vision négative que partagent les trois religions du Livre. Le racisme anti-Noirs est le plus ancré en nous. La part «positive» qu'il y a dans toute ambivalence raciste montre aussi qu'il est le plus dévalorisant: aux Orientaux le raciste ordinaire reconnaît du moins intelligence et ruse, tandis que «les Noirs» ne sont que de grands enfants, bêtes de sexe au rythme dans la peau ou coureurs si véloces. Comment s'identifier à ces gens?

J'exagère? Malheureusement, non. La continuité entre racisme et indifférence n'est que trop frappante. Certes, des «indigénophiles», abolitionnistes puis anticolonialistes ont précédé les tiers-mondistes. Mais les écrits des philosophes des Lumières relatifs aux Africains sont accablants en général, sans parler de la participation financière de certains d'entre eux à des entreprises esclavagistes. Aujourd'hui, même quand les intentions sont généreuses, le racisme affleure, explicitement ou sous les formes du paternalisme ou de la condescendance amusée. Parlez d'«intellectuels africains», et regardez le sourire de votre interlocuteur. Tout comme l'abbé Grégoire voulait «régénérer» les Africains, tout comme colonisateurs et missionnaires le plus souvent pleins de bonnes intentions vinrent au nom de la «mission civilisatrice», nos coopérants puis nos humanitaires sont venus apporter une aide sans, en général, s'interroger sur la perversité du système dont ils faisaient partie, et qui se laisse si facilement instrumentaliser par les politiques, en Afrique comme chez nous. D'un côté, nos gouvernements subventionnent quelques médecins dévoués, de l'autre ils proclament ne pas pouvoir «accueillir toute la misère du monde» et occultent notre participation à un régime prédateur qui produit cette misère. Cela ne signifie pas qu'il ne faut rien faire, mais qu'il ne faut pas faire n'importe quoi, et surtout pas décider à la place des Africains, que l'on aurait dû commencer par écouter. Etudier leur histoire et les conséquences du choc colonial est aussi une manière de leur rendre justice.